



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

prêts

Question au Gouvernement n° 1423

Texte de la question

ÉCO-PRÊTS À TAUX ZÉRO

M. le président. La parole est à M. François Grosdidier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. François Grosdidier. Monsieur le président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir invité les députés, hier soir à la présidence de l'Assemblée nationale, à la projection du film *Home*, en compagnie de Yann Arthus-Bertrand.

M. Jean Glavany. Le champagne était-il bon ?

M. François Grosdidier. Nous avons été impressionnés, interpellés mais aussi confortés dans la voie où nous a engagés le Président de la République et sur laquelle nous conduit Jean-Louis Borloo.

Madame la secrétaire d'État à l'écologie, le Gouvernement, avec le Grenelle de l'environnement, prolongé par le Grenelle de la mer, est parvenu à entraîner toutes les parties prenantes de la société française dans la voie nouvelle du développement durable, et à les engager dans la lutte contre les pollutions, le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité.

Cette impulsion nationale, le Président de la République l'a communiquée à l'Europe lors de la présidence française de l'Union européenne. Il s'efforce aussi de l'étendre à la planète, avec le sommet de Copenhague. Pour entraîner l'Europe et l'humanité, la France doit être exemplaire. Le Gouvernement a donné un coup de pouce décisif de 800 millions d'euros aux projets de transport en commun en site propre dans les grandes agglomérations françaises. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

La semaine dernière, en Savoie, le Président de la République a annoncé une politique de développement des énergies renouvelables aussi ambitieuse que celle engagée il y a quarante ans pour l'énergie électronucléaire. Et, dans une heure, nous allons voter solennellement en deuxième lecture la loi Grenelle 1.

Mais au-delà de l'État et des collectivités locales, la lutte contre le réchauffement climatique concerne chaque Français, chaque logement. Beaucoup de nos concitoyens y sont prêts. Ils veulent bien, mais ils ne peuvent pas toujours. Le plus important est de leur donner la capacité d'agir sur leur environnement immédiat, y compris financièrement...

M. le président. Merci.

La parole est à Mme Chantal Jouanno, secrétaire d'État chargée de l'écologie.

M. Albert Facon. Quelle est la question ?

Mme Chantal Jouanno, *secrétaire d'État chargée de l'écologie*. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député François Grosdidier, je vous prie tout d'abord d'excuser M. le ministre d'État, actuellement en réunion avec des ministres africains pour leur proposer des solutions concrètes en vue de la conférence de Copenhague.

La société écologique est en marche. Les Français y adhèrent et nous demandent même d'aller plus vite et plus loin. Je pourrais citer les 19 milliards que vous avez votés dans la dernière loi de finances, les soixante et onze décrets pris, les heures passées - avec plaisir - sur les lois Grenelle, la clause de sauvegarde sur les OGM. Vous me posez une question sur le bâtiment. C'est un très bon exemple. Il s'agit d'un domaine où nous avons pris l'engagement de réduire de 38 % nos émissions de gaz à effet de serre, et donc d'autant notre consommation d'énergie ; nous tiendrons cet engagement. Nous allons créer plus de 300 000 emplois dans ce domaine d'ici à 2020, dont environ 220 000 d'ici à 2012. C'est donc un secteur non seulement écologique mais

aussi économique et social.

L'éco-prêt à taux zéro a été lancé il y a maintenant deux mois. Sur cette période, nous avons conclu 10 000 éco-prêts à taux zéro pour des rénovations lourdes, alors que, d'habitude, moins de 40 000 rénovations lourdes sont effectuées en une année.

Nous pouvons donc être fiers. D'ailleurs, l'étude du *Boston Consulting Group* remise à M. Jean-Louis Borloo montre que, d'ici à 2020, nous allons créer 600 000 emplois en France et réduire de 25 % nos émissions de gaz à effet de serre et nos importations d'énergie, notamment en ce qui concerne les énergies fossiles. Nous sommes vraiment sur la bonne voie.

Il faut être unis face à ce défi, qui ne concerne pas que la France, mais l'ensemble du monde. C'est un sujet sur lequel je souhaite que, dans quelques instants, au moment du vote solennel, nous retrouvions l'unité qui a été la nôtre. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. François Grosdidier](#)

Circonscription : Moselle (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1423

Rubrique : Logement : aides et prêts

Ministère interrogé : Écologie

Ministère attributaire : Écologie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 18 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 juin 2009